

Les manœuvres diplomatiques de Bismarck, de la candidature Hohenzollern à la dépêche d’Ems (1868-1870)

Stéphanie BURGAUD

RÉSUMÉ

Le 19 juillet 1870, la France de Napoléon III déclare officiellement la guerre à la confédération d’Allemagne du Nord, emmenée par le roi Guillaume I^{er} et son ministre Bismarck. La défaite française est rapide et entraîne la chute du Second Empire (1870) et la perte de l’Alsace-Moselle (1871). Après la défaite, les Français de toute obédience politique affirmeront que le pays a été contraint à cette guerre par les manœuvres diplomatiques de Bismarck qui aurait tendu un piège à la diplomatie française par la fameuse dépêche d’Ems (13 juillet 1870), ne laissant d’autre choix au gouvernement de Napoléon III que la déclaration de guerre. Que peuvent aujourd’hui nous apprendre les archives européennes sur ce lieu commun du récit national ?



Version du texte de la dépêche d’Ems dans les archives du ministère prussien

Contexte : Bismarck à la recherche du *casus belli* avec la France (1868-1870)

Avec l'ouverture des archives des pays d'Europe centrale et orientale dans les années 2000, toute la lumière peut être désormais faite sur les causes de la guerre de 1870. On retiendra quelques points essentiels.

En Prusse, c'est bien Bismarck qui tend un piège à la France. Son objectif est clair : créer, avec la candidature au trône d'Espagne d'un prince prussien - Leopold von Hohenzollern-Sigmaringen -, un *casus belli* insurmontable pour Napoléon III. Comment ce dernier pourrait-il accepter de voir ainsi la France cernée par des Prussiens, sur les deux flancs, en Espagne et le long du Rhin ? Mais comme le roi de Prusse, Guillaume I^{er}, est lui-même opposé à cette candidature, Bismarck va devoir manœuvrer contre son propre souverain pour arriver à ses fins : pousser la France à déclarer la guerre, la vaincre et bâtir sur cette victoire la suprématie prussienne en Allemagne.

Au début du mois de juillet 1870 les Français, ayant eu vent de toute l'affaire, exigent le retrait immédiat de la candidature ce qu'ils obtiennent du prétendant le 12 juillet. Mais en France, le parti belliciste qui, depuis la victoire prussienne sur l'Autriche à Sadowa en 1866, pousse Napoléon III à mettre un coup d'arrêt à la politique bismarckienne, convainc l'Empereur de demander au roi Guillaume I^{er} des garanties officielles de renonciation définitive au trône d'Espagne. C'est l'ambassadeur français Vincent Benedetti (1817 - 1900) qui est chargé de cette mission à Ems (aujourd'hui en Rhénanie-Palatinat), où le roi est en cure thermale. Guillaume I^{er} ne peut évidemment y consentir car ce serait reconnaître que la Prusse a une responsabilité officielle dans toute l'affaire. Il le fait savoir à Benedetti dans la journée du 13 juillet.

Pour Bismarck, cette insistance de la diplomatie française est une formidable opportunité pour relancer le *casus belli* qu'il s'efforce de créer depuis 1868. Il tente alors sa chance en écrivant une version condensée des faits rapportés par le roi : la fameuse "dépêche d'Ems" qu'il prend soin de télégraphier à l'Agence continentale (agence de presse allemande) qui la transmet aussitôt à l'Agence Havas (agence de presse française).

Traduction de la version condensée de la dépêche d'Ems par Bismarck (13 juillet 1870)

« La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a encore adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris, que Sa Majesté le Roi, à tout jamais, s'engageait à ne plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir sur leur candidature. Sa Majesté le Roi là-dessus a refusé de recevoir encore l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à

communiquer à l'ambassadeur. »

Ce texte n'est pas à proprement parler une falsification des événements mais une version condensée du récit que Guillaume 1^{er} a fait à Bismarck des exigences de l'ambassadeur Benedetti. Le ton adopté par Bismarck n'est certes pas très diplomatique – les passages les plus aimables ont été expurgés – mais il ne constitue pas en lui-même un motif suffisant pour justifier une déclaration de guerre. Cependant, replacé dans son contexte, ce texte est tendancieux et provocateur.

En effet, en portant ce télégramme à la connaissance du public, Bismarck sait qu'il peut espérer une vive réaction du gouvernement français. Car au même moment, les tenants d'un empire autoritaire – réunis autour de l'impératrice Eugénie (1826 - 1920) - saisissent le prétexte de la candidature Hohenzollern pour régler leurs comptes avec les tenants de l'empire libéral conduits par Émile Ollivier (1825 - 1913) en se lançant dans une surenchère nationaliste face à la Prusse. Poussé par son entourage, l'empereur Napoléon III déclare lui-même à son gouvernement le 6 juillet 1870 être prêt à déclarer la guerre si la candidature Hohenzollern n'est pas rejetée par Guillaume 1^{er}. Une grande partie de la presse française rivalise de rodomontades nationalistes pour exiger des garanties fermes du roi de Prusse. Dans ce contexte, le refus de Guillaume 1^{er} de « recevoir encore l'ambassadeur français » - tel qu'il est présenté dans la version condensée de la dépêche d'Ems - est ressenti comme un affront insupportable.

Avec la publication de cette dépêche, Bismarck sait qu'il vient de frotter une allumette au-dessus d'un baril de poudre car il s'adresse aussi à l'opinion allemande en lui montrant l'insistance du régime français, tout aussi intolérable pour le sentiment national de l'autre côté du Rhin. Le 14 juillet la dépêche circule partout en Europe et le lendemain, après un discours au Corps législatif du ministre Agénor de Gramont (1819 - 1880), très hostile à la Prusse, les crédits de guerre sont votés en France. Quatre jours plus tard la déclaration de guerre est officielle ; la France est tombée dans le piège bismarckien. Elle déclare elle-même une guerre qu'elle n'a pas vraiment préparée et qu'elle aborde sans alliés et sans outil militaire fiable.

Archive : Lettre d'Otto von Bismarck au prince Karl-Anton von Hohenzollern-Sigmaringen (28 mai 1870)

« En revenant aux affaires, j'ai pris connaissance des récents développements de la candidature espagnole et je n'ai pu m'empêcher d'avoir l'impression que les intérêts allemands n'y ont pas trouvé leur compte. Les rapports parvenus entre-temps montrent que les dirigeants actuels se sont efforcés avec sérieux, et non sans succès, de mettre de l'ordre dans les finances, les affaires militaires et toute l'administration, et que cette nation de 17 millions d'habitants [l'Espagne] qui a besoin, comme nous, de la paix en Europe, est prête à présent à mettre dans la balance, en cas de complications européennes, un poids qui ne serait pas pour nous sans importance pratique.

Il est pour moi, aujourd'hui comme hier, indubitable que l'Allemagne y a un intérêt essentiel et que dans

des moments critiques l'aiguille de la balance pourrait être déterminée par le fait que nous ayons à Madrid des amis ou des ennemis. C'est en ce sens que j'ai demandé à Sa Majesté le roi que la question soit réexaminée et j'ai obtenu pour réponse que dès qu'un des princes de la Maison [Hohenzollern] montrerait de l'inclination pour la couronne, le roi ne s'y opposerait pas. Je la tiens pour la réponse la plus poussée que l'on peut attendre de Sa Majesté dans la situation actuelle, car le roi ne se décidera certes jamais à ordonner (*NdT : souligné par Bismarck*) à un des membres de la très haute Maison une mission dont la clef de la réussite tient essentiellement dans l'appel que ressent personnellement celui qui l'entreprend. Je crois également que l'opinion publique et l'histoire jugeront lorsque les détails des événements seront portés à leur connaissance. On ne peut, de mon point de vue, engager Sa Majesté à prendre une responsabilité personnelle qui aurait pour objet non une décision propre mais un ordre à d'autres membres de la famille royale pour qu'ils prennent leurs propres responsabilités.

Je ne doute pas que S.A.R. [Son Altesse Royale] le *Kronprinz* [fils aîné du roi Guillaume et héritier du trône de Prusse] partage complètement ces vues. Si Monseigneur le prince héréditaire ou un des fils puînés de V.A.R. [Votre Altesse Royale] était disposé à rendre ce service aux deux pays et s'attirer la reconnaissance de l'Espagne et de l'Allemagne, alors je pense qu'un télégramme adressé à ma personne par le maréchal Prim [négociateur espagnol] après le dernier refus et auquel je n'ai pas encore répondu me laisserait la possibilité de renouer les fils. »

Bismarck au prince Karl Anton (Nauheim) [père du prétendant Hohenzollern au trône d'Espagne], Berlin, 28 mai 1870, PAAA (*Politisches Archiv. Auswärtiges Amt* (Archives politiques du ministère des Affaires étrangères) R11678 (*Spanien, geh.* (Espagne, secret) 1870-3/07/1870), traduction de l'allemand.

Cette lettre est adressée le 28 mai 1870 par Bismarck au prince Karl-Anton von Hohenzollern-Sigmaringen, la branche cadette, et catholique, de la famille royale de Prusse, au sujet de la candidature d'un de ses fils au trône d'Espagne. L'aîné de ces derniers, Leopold, a par ailleurs des liens avec la péninsule ibérique car il est doublement apparenté au roi du Portugal. La famille Hohenzollern-Sigmaringen est alors coutumière des candidatures aux trônes européens ; le cadet, Karl, est déjà devenu roi de Roumanie.

En Espagne, le coup d'État militaire de septembre 1868, qui chasse la reine Isabelle II (1830 - 1904) et son fils Alphonse, porte au pouvoir une junte dirigée par les généraux Serrano et Prim qui se mettent en quête d'un nouveau souverain. Ils offrent ainsi à Bismarck une occasion pour provoquer la France et tenter ainsi de débloquer la situation dans laquelle s'enlise la question allemande (les « intérêts allemands », l'« intérêt essentiel » de l'Allemagne, rappelés dans le texte). En effet, le processus de rapprochement entre l'Allemagne du Nord (la Confédération entre États allemands créée en 1867 au Nord du Main à l'issue de la guerre victorieuse sur l'Autriche) et les États du Sud est au point mort. Le ministre prussien envisage donc un stratagème qui puisse contourner les préventions des dirigeants d'Allemagne du Sud - hostiles à l'union allemande - en s'appuyant sur le sentiment national populaire. La défense contre un ennemi commun - la France - qui attaquerait injustement tout

ou partie de la nation allemande paraît un moyen sûr d'arriver à l'union. Mais pour cela il faut inciter Napoléon III à déclarer la guerre en créant la configuration européenne adéquate, grâce à l'Espagne.

Bismarck missionne donc plusieurs émissaires en Espagne pour faire avancer la candidature Hohenzollern jusqu'à convaincre, en février 1870, le général Prim de se rallier définitivement à la combinaison d'un prince prussien. Mais la candidature Hohenzollern n'aboutit toujours pas (« dernier refus ») car le roi Guillaume 1^{er} refuse son approbation, une condition jugée essentielle pour la famille Hohenzollern. C'est le premier coup d'arrêt.

Bismarck n'abandonne pas. Il passe outre la décision du roi et renvoie des émissaires à Madrid en avril, dissimulant même aux autorités espagnoles la réponse négative du roi ! Il entend ainsi gagner le temps nécessaire pour obtenir que « la question soit réexaminée ». Il tient en vérité un double langage : d'un côté, il entend arracher son approbation au roi en lui assurant que les Sigmaringen sont d'accord et tiennent obstinément à se porter candidats ; de l'autre, il recherche l'assentiment de ces derniers en leur affirmant que le souverain est en réalité d'accord mais qu'il ne peut pas le dire ouvertement. Ce serait « la réponse la plus poussée que l'on peut attendre de Sa Majesté dans la situation actuelle, car le roi ne se décidera certes jamais à ordonner (NdT : *souligné par Bismarck*) ».

C'est donc une double manœuvre de Bismarck à laquelle s'ajoute un véritable mensonge puisque le roi s'oppose en tout état de cause à la candidature ! Pour agir dans l'ombre, prétextant son état de santé, le ministre quitte Berlin et se retire à plusieurs reprises dans sa propriété de campagne (« En revenant aux affaires, j'ai pris connaissance des récents développements de la candidature espagnole »).

Que veut obtenir Bismarck des Sigmaringen avec cette lettre ? Une collaboration minimale c'est-à-dire qu'ils manifestent un « appel » personnel qui sera jugé positivement par « l'opinion publique et l'histoire », écrit-il. La fin de la phrase ne manque pas de sel quand on sait quelle énergie sera déployée pour que « les détails des événements » ne soient jamais divulgués ni à l'époque ni *a posteriori*. On voit ici qu'il est fondamental que la candidature apparaisse comme la libre réponse d'un individu à « l'appel » d'« une nation de 17 millions d'habitants », l'Espagne, injustement contrecarré par la France. Dans le plan de Bismarck et dans l'intérêt de la diplomatie prussienne, la France doit avoir le mauvais rôle, celui d'une nation belliciste. Alors, la Prusse devra mener une guerre défensive qu'elle n'aura pas déclarée (mais qu'elle aura, de fait, bien provoquée...).

Avant de parvenir à ce terme, Bismarck devra à plusieurs reprises « renouer les fils » que les hésitations des Sigmaringen et l'opposition du roi s'évertuent à dénouer (renonciation du 12 juillet, etc.). C'est cette ténacité qui caractérise la construction d'un succès dans lequel la dépêche d'Ems n'est au fond que l'ultime épisode.

BIBLIOGRAPHIE

BURGAUD, Stéphanie, *La politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités*

politiques, Strasbourg, PUS, 2010.

BECKER, Josef, *Bismarcks spanische « Diversion » 1870 und die preussisch-deutsche Reichsgründung. Quellen zur Vor- und Nachgeschichte der Hohenzollern-Kandidatur für den Thron in Madrid 1866-1932*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2003-2007, 3 vol.

BECKER, Josef, 'Exchange : Bismarck and the franco-prussian war. The franco-prussian conflict of 1870 and Bismarck's Concept of a 'Provoked Defensive War' : A response to David Wetzel', *Central European History*, 2008, n°41.

ROTH, François, *La guerre de 70*, Paris, Fayard, 1997, 778 p.

Source URL:

<https://ehne.fr/eduscol/première-générale/la-france-dans-l'europe-des-nationalités-politique-et-société-1848-1871/a-france-et-la-construction-de-nouveaux-états-par-la-guerre-et-la-diplomatie/manœuvres-diplomatiques-de-bismarck-de-la-candidature-hohenzollern-à-la>